

"La PAC n'est plus adaptée" dans The Guardian (22 mai 1992)

Légende: Le 22 mai 1992, le quotidien anglais de gauche The Guardian s'interroge sur la réelle capacité de l'Europe communautaire à réformer la Politique agricole commune (PAC).

Source: The Guardian. 22.05.1992. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "The CAP doesn't fit any longer", p. 24.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_pac_n_est_plus_adaptee_dans_the_guardian_22_mai_1992-fr-22fc7457-b122-459a-ba24-fd33a894d939.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

La PAC n'est plus adaptée

Les discussions sur l'agriculture qui ont eu lieu cette semaine à Bruxelles ont déjà été saluées comme la réforme la plus fondamentale de la Politique agricole commune [PAC] depuis 30 ans. Les «euro-cyniques», qui ont noté que le premier résultat des négociations a été une augmentation «temporaire» de 3 milliards de livres Sterling du coût des subventions de la PAC, attendront encore un peu (en buvant du lait italien par une longue paille) avant d'émettre un jugement définitif. Toutefois, les progrès enregistrés pourraient faire sortir de l'impasse les négociations de l'*Uruguay Round* du GATT d'il y a cinq ans sur le commerce international et injecter enfin un peu de bon sens dans la production de denrées alimentaires. Il semble maintenant que la PAC ne sera plus jamais exactement la même. Les ministres de l'Agriculture sont enfin tombés d'accord pour réduire le système lucratif qui a encouragé les agriculteurs à engranger des subventions illimitées de la CE en produisant des montagnes de céréales et d'autres denrées dont personne ne veut dans le monde industrialisé – et dont pratiquement rien n'arrive jusqu'aux bouches affamées du tiers-monde. C'est peut-être la perspective apocalyptique de voir les 26 millions de tonnes de céréales excédentaires de cette année passer à la quantité socialement inacceptable de 40 millions de tonnes l'année prochaine qui a convaincu les hommes politiques que la fête était finie.

Le résultat le plus important est une réduction de 29 % – de 108 à 77 livres Sterling – du montant que les agriculteurs reçoivent automatiquement des recettes fiscales de la CE pour chaque tonne de blé qu'ils ne peuvent vendre sur le marché libre. En retour de plusieurs millions d'hectares soustraits à la culture, les agriculteurs de la CE recevront des remboursements et des compensations directs pour ces «jachères», c'est-à-dire qu'ils seront payés pour *ne pas* produire à condition d'entretenir les terres retirées à la culture. Ce n'est que dans la jungle bizarre de la PAC que l'on peut se féliciter d'avoir réduit des subventions en les augmentant. Toutefois, la formule adoptée devrait au moins suffire pour satisfaire aux exigences minimales des États-Unis pour mener à terme les négociations du GATT sur les réductions tarifaires: celles-ci pourraient générer des transactions commerciales supplémentaires portant sur des milliards de dollars si les pays les plus importants au monde dans le domaine des échanges commerciaux réduisent mutuellement les subventions agricoles et autres tout en étendant le libre-échange aux industries des services et en protégeant l'exploitation de la «propriété intellectuelle», par exemple des logiciels informatiques et des livres. Du point de vue britannique, les propositions qui ont été faites cette semaine à Bruxelles suppriment également la plupart des dispositions discriminatoires envers les grandes fermes britanniques comprises dans les projets antérieurs.

Une fois que ces propositions auront été ratifiées, l'Europe devra faire pression sur les États-Unis pour qu'ils trouvent une solution rapide aux désaccords au sein du GATT, afin que la libéralisation des échanges donne un coup de fouet à la reprise économique mondiale actuellement anémiée. Mais il y aura encore deux questions importantes à résoudre. Premièrement, comment s'assurer que les pays en voie de développement tirent profit des réformes agricoles et des négociations du GATT (favorables aux nations plus fortes) et, deuxièmement, comment faire en sorte que les «dividendes» agricoles ne s'envolent pas en fumée comme du foin de l'année dernière? Le monde se ruine en subventionnant les excédents de la production agricole. Si les subventions doivent être reversées aux agriculteurs par le biais d'une autre voie, le consommateur aura été berné. Le test crucial des négociations de cette semaine porte sur la question de savoir à quelle vitesse les prix des céréales et d'autres denrées alimentaires vont baisser au cours des deux années à venir. Nous resterons vigilants.